



Charbonnières, le 21 octobre 2010

Communiqué de Presse

Assemblée plénière régionale

Le Front de gauche fait bouger l'assemblée

Mounier

Près de 250 lycéens étaient venus clamer leurs revendications devant le siège régional de Charbonnières ce jour. Entourés de parents d'élèves et d'enseignants, les jeunes ont manifesté leur volonté de ne pas voir les portes de leur établissement se fermer injustement à la rentrée prochaine. A l'initiative du groupe Front de Gauche, et en particulier des deux élus d'Isère Elisa Martin et François Auguste, une délégation du collectif de défense du lycée a été reçue par les élus de la majorité régionale. Au terme de cette rencontre, nous avons pu constater la détermination et la force de proposition des membres du collectif à se battre pour que leur lycée ne ferme pas et à proposer des solutions alternatives. Notre groupe demande un moratoire au président de Région Jean-Jack Queyranne et au rectorat sur la décision de fermeture afin de procéder à une réelle discussion avec tous les acteurs et étudier les alternatives. La vice-présidente aux lycées a déclaré que les conditions de faisabilité d'une solution temporaire de poursuite des cours durant les travaux seront réexaminées. Nous continuerons de nous battre avec les Grenoblois pour la sauvegarde de ce lycée.

Dotation des Lycées

Le vote des dotations de fonctionnement des lycées publics 2011 qui était à l'ordre du jour de la session a été l'occasion pour le groupe de rendre hommage à l'action pour Mounier mais aussi de pointer quelques revendications. Ainsi Gilles Ravache, co-président du groupe Front de Gauche, en a profité pour aborder la question chère au groupe de l'internalisation de la restauration : « Je voudrais revenir sur le plan cadre pour la qualité de vie lycéenne que la région a adopté en juillet 2009. A cette occasion l'engagement a été pris de favoriser la mutualisation des restaurants scolaires et à internaliser progressivement les restaurations déléguées, en fonction des avis motivés des conseils d'administration. Nous vous proposons, Madame la vice Présidente, d'attirer l'attention des quelques établissements concernés pour qu'ils examinent cette question largement avant la fin des contrats d'affermage, en confirmant que la région accompagnera le choix d'internalisation qu'ils pourraient retenir.

Dans ce même plan la région s'engageait à mettre en place une politique tarifaire équitable dans la transparence des coûts, visant un resserrement et une simplification des tarifs des élèves et des autres usagers. Nous vous demandons, Madame la vice Présidente, d'ouvrir ce travail très rapidement afin qu'il puisse se traduire dès l'année 2011. »

SPRF

Au moment où la plupart des régions s'interrogent sur l'avenir de leur service public de la formation, où tout est organisé pour affaiblir l'ensemble des services publics. Le Front de Gauche avec Armand Creus, est à l'initiative d'une rencontre des Régions prévue à l'occasion du congrès de l'ARF le 5 novembre prochain. L'occasion d'échanger sur les différents dispositifs juridiques de protection des services publics dans la perspective d'une stratégie commune plus efficace partagée avec les acteurs publics de la formation. Nationalement, il est de la responsabilité de l'Etat et du parlement de délibérer pour instituer en SSIG (Service Social d'Intérêt Général) les services publics afin de les protéger de la mise en concurrence par le marché. Le Front de Gauche a donc également été à l'initiative d'un vœu adopté par la majorité demandant au gouvernement de qualifier nationalement de SSIG tout le champ du Service Public de la formation professionnelle et continue.

Le groupe se félicite également de la délibération adoptée visant à soutenir l'AFPA dont une représentation de salariés était présente lors de l'assemblée de ce jour.

Service TER

Lors de la commission permanente de la veille, les élus régionaux ont été amenés à voter sur les services TER 2011 définissant les modalités de circulation des trains régionaux. Le groupe s'est opposé à ce dossier qui ne remplissait pas toutes les conditions pour satisfaire les usagers. En effet, depuis plusieurs mois le Front de gauche demandait une consultation large et suffisamment en amont des usagers par le biais des comités de ligne sur l'ensemble des territoires. Or, dans un contexte de rigueur budgétaire du gouvernement et d'un rapport de force des régions avec l'Etat, le respect d'une démarche de démocratie participative était indispensable. Devant la précipitation et les nombreuses irrégularités du dossier, Antoine Fatiga a considéré qu'il s'agissait d'une « gestion de pénurie ». Dans ces conditions le groupe n'a pas voté le rapport qui a d'ailleurs été rejeté.